

Patrick Maurus

« Le rapprochement entre Corée du Nord et Russie repose sur le réalisme brutal »

Les divisions de la communauté internationale nées de l'invasion russe de l'Ukraine sont pour l'heure favorables à Pyongyang, estime le spécialiste. Moscou opère un rapprochement. Mais aussi Pékin, emporté dans sa confrontation avec Washington



ENTRETIEN TOKYO - correspondant

Patrick Maurus, professeur émérite à l'Institut des langues et civilisations orientales (Inalco), est l'un des rares universitaires français à se rendre fréquemment en Corée du Nord, y compris dans des régions reculées. Traducteur d'œuvres coréennes, il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les Trois Corées*, réactualisé en 2023 aux éditions Maisonneuve & Larose/Hémisphères (20 euros, 184 pages).

Comment percevez-vous le rapprochement de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et de la Russie, qu'a illustré, le 13 septembre, la rencontre entre le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, et le président russe, Vladimir Poutine ?

C'est une évolution logique qui découle d'anciennes alliances, de l'existence d'un ennemi commun – les États-Unis – et du souvenir de la libération, après la reddition du Japon de 1945, par les troupes soviétiques. Les soldats de Staline, qui occupaient le nord de la péninsule, restèrent trop peu de temps [ils quittèrent le pays un an après la partition, en 1948] pour susciter un rejet de la part des nationalistes coréens.

Aujourd'hui, la Corée du Nord connaît des difficultés. Son économie tourne au ralenti depuis qu'elle a totalement fermé ses frontières pour se prémunir contre la pandémie de Covid-19, et en raison des sanctions internationales. Mais elle dispose de capacités nucléaires et balistiques que le reste du monde est forcé de prendre en compte. Et Pyongyang se considère désormais en position de négocier, sans risque de compromettre l'indépendance et l'autosuffisance qui demeurent les ferments idéologiques du régime. Le pays a besoin du soutien de ses deux grands voisins, la Chine et la Russie, mais il n'est plus dans une position de quémandeur.

Les divisions de la communauté internationale survenues à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine lui sont favorables : Moscou opère un rapprochement avec Pyongyang ; Pékin aussi, emporté dans sa confrontation avec Washington. En Asie du Nord-Est, le renforcement de la coopération militaire entre la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon, sous la houlette américaine, a eu un effet catalyseur. Dans cette partie du monde, les relations sont régies par le réalisme brutal, plus que par l'idéologie. Ce n'est plus le communisme qui cimenter les relations entre Chinois, Nord-Coréens et Russes. Entrent aussi en jeu des liens régionaux : avec les Chinois, le long du fleuve-frontière Yalu, et avec les

Russes de la région de Vladivostok, située à proximité de la zone économique spéciale coréenne de Rason. La Sibérie, qui voit ses habitants partir vers l'ouest, est investie par Pyongyang depuis trois décennies. La RPDC y trouve une solide source de revenus grâce aux dizaines de milliers de travailleurs bucherons qu'elle y envoie. A ces devises étrangères s'ajoutent celles obtenues par les ouvriers envoyés dans des chantiers au Moyen-Orient et en Europe de l'Est – en dépit d'une série de résolutions, adoptées [à partir de 2017] par le Conseil de sécurité des Nations unies, visant à interdire leur présence.

Les relations entre la Russie et la RPDC n'ont pas toujours été cordiales...

La brusque hausse du prix du pétrole et des engrais, décidée par la Russie au lendemain de l'effondrement de l'URSS – en rupture des accords privilégiés avec un « pays frère » –, a aggravé la catastrophique famine de la seconde moitié des années 1990 et laissé un souvenir amer. La RPDC a appris qu'elle ne pouvait compter que sur ses propres forces.

Après trois ans de fermeture en raison de la pandémie de Covid-19, la RPDC rouvre ses frontières. Que sait-on de la situation actuelle du pays ?

Pyongyang a l'habitude de l'isolement et des coups durs. La pandémie l'a conduit à geler momentanément ses relations avec Moscou et Pékin. Mais les revenus générés par ses travailleurs expatriés et le fonctionnement de son armée, comparable à un « Etat dans l'Etat », lui ont permis de poursuivre des projets spectaculaires dans les domaines militaire (production de missiles, sous-marin nucléaire) et civil. L'armée [1,2 million d'hommes pour une population de 26 millions d'habitants] se doit d'être entièrement autonome en cas de guerre. Elle est prépondérante dans les secteurs de l'informatique et de l'aéronautique. Et, comme le pays n'est pas en situation de guerre ouverte, les soldats se chargent de la construction de grands ouvrages (ports, routes) mais aussi de logements. [En avril], l'achèvement de 10 000 appartements dans le quartier de Hwasong, près du Palais du Soleil, où résidait Kim Il-sung [fondateur et premier dirigeant du pays, de 1948 jusqu'à sa mort, en 1994], a ainsi donné lieu à une célébration. Dans ce type d'événement, il s'agit de montrer à la population que les efforts exigés par le régime ne sont pas vains.

Sur le plan économique, la plus grande autonomie accordée aux entreprises d'Etat, en 2016, lors du 7^e congrès du Parti du travail de Corée [CND, parti unique au pouvoir], avait suscité un enthousiasme que j'avais pu constater sur place. En 2021, le 8^e congrès a, au contraire, marqué un serrage de vis. La fin,

Hae Kumgang
reproduction peinte de
«Waves of the Sea Kumgang»,
huile sur toile, 2010.
MARTIN SASSE/LAIF-REA

Kim Song-gun
a étudié à l'université des
beaux-arts de Pyongyang
de 1972 à 1975 et travaille
à l'Atelier Mansudae,
un centre de production
artistique du régime.
Il est surnommé le « peintre
des vagues ». Il représente
principalement des paysages
de rivière et de mer
aux eaux agitées.
Cette œuvre a servi de décor
pour des photographies
lors de rencontres officielles
à Pyongyang, notamment
avec Vladimir Poutine,
en 2000, et avec l'ex-président
américain Bill Clinton,
en 2009.

décrétée par Kim Jong-un [au pouvoir depuis 2011] de la politique de Songun, qui donnait la primauté à l'armée, a cependant permis une redistribution des pouvoirs au sein des entreprises, dont la gestion, désormais, est davantage confiée aux civils. Mais il est encore difficile d'en mesurer les effets.

Sous la direction de Kim Jong-un s'observe un renouvellement générationnel des cadres du régime, cependant toujours choisis parmi les descendants des partisans qui luttèrent, avec Kim Il-sung, contre le colonisateur japonais...

La pratique est revendiquée par le régime, ce qui n'empêche pas des luttes internes, comme l'a illustré, en 2013, la liquidation de Jang Song-thaek, oncle de Kim Jong-un. Cette « autofécondation » est née des soupçons qui pesaient, dès la libération, en 1945, sur les nationalistes passés par les prisons japonaises. Les mêmes raisons ont conduit, à la fin des années 1950, à mettre en place le système du *songbun*, c'est-à-dire une classification sociopolitique déterminant le statut des citoyens, du plus discriminé au plus privilégié, censé assurer au régime la loyauté de la population.

La famine a plus tard entamé la rigidité de ce système. Aujourd'hui, la valeur professionnelle supplante la réputation traditionnelle chez les bureaucrates et les militaires. Il faut se rappeler que la dramatique pénurie alimentaire avait conduit, à la fin des années 1990, à l'effondrement de l'Etat dans l'est du pays, sans que les habitants se révoltent. Le régime a alors fait un choix : incapable de subvenir aux besoins de la population, il a donné la priorité à l'ouest et à l'armée. Il a ensuite mis au point d'impressionnantes méthodes de repérage des compétences, appliquées dès le jardin d'enfants, afin de mobiliser les plus performants dans leur domaine.

Que reste-t-il aujourd'hui du « kimilsungisme » ?

Kim Il-sung a joué un rôle essentiel dans la lutte armée antijaponaise, mais il doit son ascension aux troupes soviétiques entrées dans le nord de la péninsule en 1945, pendant que les Américains occupaient le sud. Il a ensuite manœuvré pour éliminer ses rivaux directs – dont le secrétaire général du Parti communiste, Pak Hon-yong, accusé d'espionnage en faveur de Washington et condamné à mort en 1955 –, puis les communistes formés pendant la guerre civile chinoise [1927-1950], et enfin les prorusses, qui étaient pourtant ses principaux soutiens au départ. Seul maître à bord, Kim Il-sung a bâti son image nationaliste sur la reconstruction du pays et a tiré parti du conflit opposant la Chine de Mao à l'URSS, pour obtenir de l'un ou de l'autre des avantages. Aujourd'hui, il

reste le fondateur d'une Corée libre de toute présence militaire étrangère. A l'aune de l'histoire d'un pays inféodé à la Chine, puis soumis au joug colonial japonais pendant près d'un demi-siècle, cet héritage est énorme.

Comment son petit-fils au pouvoir, Kim Jong-un, est-il perçu dans le pays ?

Kim Jong-un a adopté une posture différente de son père et de son grand-père, en s'exprimant en public, par exemple. Les séquences télévisées sur ses inaugurations de logements – sa marque de fabrique – sont très suivies. Certains panneaux de propagande, à l'effigie de ses prédécesseurs, ont été remplacés par des œuvres artistiques. Difficile, néanmoins, de parler d'un recul du culte de la personnalité, à partir du moment où le dernier congrès a qualifié le Parti du travail de « parti du leader ».

La RPDC reste, en outre, farouchement nationaliste...

L'identité coréenne est liée au rejet de l'impérialisme japonais, lui-même à l'origine de ce nationalisme exacerbé. A cela s'est ajoutée la vexation d'avoir été traité en pays vaincu en 1945, occupé par les Soviétiques au nord et par les Américains au sud. Cette séquence a été suivie de la guerre de Corée [de 1950 à 1953]. Les habitants du Nord se souviennent encore des villes rasées au napalm [par l'aviation américaine]. Ils se rappellent aussi que leurs « grands amis », la Chine et la Russie, n'ont pas toujours été là pour eux... Il n'y avait pas besoin de beaucoup de propagande pour encourager le nationalisme.

Les deux Corées sont désormais des pays étrangers l'un à l'autre, de par leur système politique, leur langue, leur histoire... La réunification, officiellement souhaitée de part et d'autre, est-elle réaliste ?

La réunification est un leitmotiv au nord. Au sud, les jeunes voient surtout les inconvénients qu'elle apporterait. Est-elle souhaitable, hormis sentimentalement ? Dans la situation actuelle, seule est envisageable l'absorption d'une Corée par l'autre. Et, donc, l'élimination de l'une par l'autre. Quant à une réunification « soft », dans le cadre d'une sorte de fédération, elle est impensable tant que l'ancienne génération et les militaires revanchards garderont une voix prépondérante. Un traité de paix et des contacts pacifiés constitueraient déjà un progrès colossal. Mais le raidissement qui s'opère en ce moment en Asie du Nord-Est entre deux blocs antagonistes – Corée du Sud, États-Unis, Japon d'un côté, et Chine, Corée du Nord et Russie, de l'autre – n'incite pas à l'optimisme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
PHILIPPE PONS